

## Vieillesse, invalidité, décès

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Lois en vigueur: 1983, 1994 (pré retraite).

#### Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 55 dinars)

### Champ d'application

Travailleurs salariés, travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les forces armées. Dispositions particulières de pré retraite pour les chômeurs.

### Sources de financement

**Assuré:** 4% du salaire, plus 0,5% pour la pré retraite.

**Employeur:** 7,5% des salaires, plus 0,5% pour la pré retraite.

**Gouvernement:** Néant.

Les prestations d'invalidité et de survivants sont financées par le régime d'assurance maladie et maternité (voir ci-dessous).

### Conditions d'attribution

**Pension de vieillesse:** 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes et anciens militaires). 15 années d'emploi soumis à l'assurance. Retraite anticipée pour ceux qui ont été occupés à des travaux pénibles ou insalubres (âge devant être fixé ultérieurement), les travailleuses ayant élevé un enfant pendant au moins 9 années (1 an de retraite anticipée par enfant, maximum 3 ans), les travailleurs atteints d'incapacité permanente avec 15 années d'emploi soumis à l'assurance mais qui ne remplissent pas les conditions pour avoir droit à une pension d'invalidité. Cessation de toute activité.

**Indemnité de vieillesse:** 65 ans. 5 années ou 20 trimestres d'emploi soumis à l'assurance et n'ayant pas droit à pension. Pas de minimum.

Pré retraite: 50 ans (hommes) ou 45 ans (femmes). 20 années d'emploi et 10 années de cotisation dont 3 précédant immédiatement le chômage. Pas de revenus provenant d'une activité professionnelle. L'employeur doit être à jour avec le versement des cotisations.

**Pension d'invalidité:** Perte de toute capacité de travail ou de gain (invalidité totale) ou de 1/2 de cette capacité (invalidité partielle). Etre soumis à l'assurance. 60 jours d'emploi au cours des 12

derniers mois ou 180 jours au cours des 3 dernières années.

**Pension de survivants:** Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations non payables à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Pension de vieillesse:** 2,5% du salaire mensuel moyen au cours des 3 dernières années ou des 3 meilleures années (période la plus favorable), multiplié par le nombre d'années d'emploi soumis à l'assurance. Pension minimum: 2 300 fois le salaire horaire minimum; maximum: 80% du dernier salaire.

Supplément pour personnes à charge: 600 fois le salaire horaire minimum.

Indemnité de vieillesse: 2,5% du salaire mensuel moyen au cours des 3 dernières années ou des 3 meilleures années (période la plus favorable), multiplié par le nombre d'années d'emploi soumis à l'assurance.

Supplément pour assistance constante (payable aux pensionnés atteints d'incapacité permanente mais n'ayant pas droit à une pension d'invalidité): 40% de la pension.

Prestation de pré retraite: Pension réduite de 1% pour chaque année en dessous de l'âge requis pour la pension complète. Minimum: 75% du salaire national minimum garanti (SNMG). Allocation pour épouse à charge: 12,5% du SNMG.

### Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

**Pension d'invalidité:** 80% du salaire moyen au cours de la dernière année ou des 3 meilleures années (période la plus favorable) si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Invalidité partielle: 60% du salaire.

### Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** Veuve de tout âge, 75% de la pension de vieillesse ou d'invalidité versée ou payable à l'assuré (50% si d'autres survivants). Si plusieurs veuves, pension répartie à parts égales.

D'autres survivants: Enfants de moins de 18 ans (25 ans si apprentis, 21 ans si étudiants; pas de limite si invalides ou de sexe féminin et sans revenus) et parents à charge. Pension égale à 30% si un survivant, 40% répartis à parts égales si plusieurs survivants.

Si pas de veuve, pension répartie entre les autres survivants: 45% pour un orphelin de père et de mère, 30% pour un parent à charge.

Maximum des pensions de survivants: 90% de la pension versée ou payable à l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 12 fois le salaire mensuel le plus élevé au cours de l'année précédant le décès. Minimum: 12 fois le salaire mensuel minimum.

## Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse nationale de retraite: Gestion du régime de vieillesse des travailleurs salariés.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime d'invalidité des travailleurs salariés.

Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés: Gestion des régimes de vieillesse et d'invalidité des non-salariés.

## Maladie et maternité

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1983 (en vigueur 1er janvier 1984).

### Régime d'assurance sociale

### Champ d'application

Travailleurs salariés: Prestations en espèces et prestations médicales de maladie et de maternité.

Epouses de travailleurs ou de titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail (si incapacité d'au moins 50%): Prestations médicales de maternité.

Epouses, enfants à charge et parents à charge de travailleurs ou de titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail (si incapacité d'au moins 50%) ou de certains prisonniers: Prestations médicales de maladie.

Bénéficiaires de prestations de chômage et de préretraite, titulaires de pensions au titre de la Guerre de Libération Nationale, personnes handicapées, étudiants sans activité professionnelle et leurs ayants droit: Prestations médicales de maladie et de maternité.

### Sources de financement

**Assuré:** 1,5% du salaire.

**Employeur:** 12,5% des salaires.

**Gouvernement:** Néant.

Ces cotisations financent également les prestations d'invalidité et de survivants ci-dessus.

### Conditions d'attribution

**Prestations en espèces de maladie:** Etre dans un emploi soumis à l'assurance au moment de la constatation de la maladie. Pour les prestations de maladie pendant les premiers 6 mois, 15 jours ou 100 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours du trimestre civil précédent, ou 60 jours ou 400 heures au cours des 12 derniers mois. Pour les prestations prolongées (après 6 mois), 60 jours ou 400 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours des 12 derniers mois, ou 180 jours au cours des 3 dernières années.

**Prestations médicales:** 15 jours ou 100 heures d'emploi au cours du trimestre civil précédant celui où se situe la maladie ou 60 jours ou 400 heures d'emploi au cours des 12 derniers mois.

**Prestations en espèces de maternité:** 15 jours ou 100 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours des 3 derniers mois, ou 60 jours ou 400 heures au cours des 12 derniers mois précédant la date de la première constatation médicale de la grossesse.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestations de maladie:** 50% du salaire journalier (100% en cas de maladie de longue durée ou d'hospitalisation) pendant les premiers 15 jours; 100% du salaire journalier à partir du 16e jour jusqu'à une durée maximum de 3 ans (4 ans dans certaines circonstances). Prestation journalière minimum (au taux de 100%): 8 fois le salaire horaire minimum.

**Prestations de maternité:** 100% du salaire. Dues pour 14 semaines. Prestation journalière minimum: 8 fois le salaire horaire minimum.

## Prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Prestations médicales:** Remboursement de 80% (100% dans certains cas) des frais médicaux. (Normalement l'assuré paie pour les services reçus et se fait rembourser par la caisse compétente.)

Les prestations comprennent les soins médicaux et chirurgicaux, l'hospitalisation, les médicaments, les analyses de laboratoire, la lunetterie, les soins et prothèses dentaires, les appareils de prothèse, la réadaptation fonctionnelle et professionnelle, les cures thermales et spéciales, les frais de transport.

Prestations de maternité remboursées à 100% (frais d'hospitalisation limités à 8 jours).

Soins médicaux complets dans les hôpitaux gouvernementaux fournis gratuitement et sans limitation de durée, sous réserve d'une contribution financière forfaitaire sauf pour certaines catégories de maladie.

## Prestations médicales pour les personnes à charge

**Prestations médicales pour personnes à charge:** Les mêmes que pour les assurés.

Prestations en nature de maternité: Les mêmes que pour les assurées (servies aux épouses seulement).

## Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime, des travailleurs salariés.

Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés: Gestion du régime des non-salariés.

## Accidents du travail et maladies professionnelles

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Loi en vigueur: 1983 (en vigueur 1er janvier 1984).

### Régime d'assurance sociale

### Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les étudiants des écoles techniques, les personnes en réadaptation médicale ou professionnelle, les administrateurs volontaires de sécurité sociale, les pupilles sous

tutelle judiciaire, les étudiants, et certains prisonniers.

### Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** 1% des salaires.

**Gouvernement:** Néant.

### Conditions d'attribution

**Prestations pour accidents du travail:** Pas de période minimum de stage.

### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

**Prestations d'incapacité temporaire:** 100% du salaire.

Payables dès le jour suivant l'accident pendant toute la durée de l'incapacité ou jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente. Prestation journalière minimum: 8 fois le salaire horaire minimum.

### Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

**Pension d'incapacité permanente:** Salaire moyen des 12 derniers mois multiplié par le degré d'incapacité (si 10% ou plus). (Somme forfaitaire basée sur la formule de la pension si incapacité inférieure à 10%.)

Base de calcul minimum: 2 300 fois le salaire horaire minimum.

Somme forfaitaire égale à 3 fois le montant de la prestation annuelle payable aux travailleurs étrangers, victimes d'un accident, qui quittent le pays, sauf s'ils sont couverts par un instrument international de sécurité sociale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

**Prestations médicales:** Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, analyses de laboratoire, lunetterie, soins et prothèses dentaires, appareils de prothèse, réadaptation fonctionnelle et professionnelle, cures thermales et spéciales, frais de transport. Durée: pas de limite.

### Prestations de survivants pour les personnes à charge

**Pension de veuve:** Veuve de tout âge, 75% du salaire moyen de l'assuré au cours des 12 derniers mois lorsque le décès est consécutif à l'accident; sinon 75% de la pension versée ou payable à

l'assuré. Si plusieurs veuves, pension répartie à parts égales.

**Autres survivants:** Enfants de moins de 18 ans (25 ans si apprentis ou 21 ans si étudiants; pas de limite si invalides ou de sexe féminin et sans revenus) et parents à charge. Pension égale à 30% si un survivant, 40% répartis à parts égales si plusieurs survivants.

Si pas de veuve, pension répartie entre les autres survivants: 45% pour un orphelin de père et de mère, 30% pour un parent à charge.

Maximum des pensions de survivants: 90% de la pension versée ou payable à l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 12 fois le meilleur salaire mensuel au cours de l'année précédant le décès. Minimum: 12 fois le salaire mensuel minimum. Les survivants de travailleurs étrangers bénéficient des prestations s'ils résident sur le territoire national ou s'ils sont couverts par un accord de réciprocité au moment de l'accident.

## Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime.

## Chômage

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1994.

#### Régime d'assurance sociale

### Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur économique.

### Sources de financement

**Assuré:** 1,5% du salaire.

**Employeur:** 2,5% des salaires.

**Gouvernement:** Néant.

### Conditions d'attribution

**Allocation de chômage:** 3 années de cotisation à la sécurité sociale, dont 6 mois immédiatement précédant le chômage. Ne pas bénéficier d'un revenu procuré par une activité professionnelle. Etre inscrit comme demandeur d'emploi depuis au moins 3 mois. Etre résidant en Algérie.

L'employeur doit être à jour avec le paiement des cotisations de sécurité sociale.

## Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Prestation de l'employeur:** Pour chaque salarié ayant 3 années d'ancienneté, l'employeur doit verser une contribution d'ouverture des droits égal à 80% du salaire mensuel de l'année précédant le licenciement. elle est payable par année d'ancienneté avec un maximum de 12 mois de salaire.

**Allocation de chômage:** Pourcentage du salaire de référence (somme du salaire mensuel moyen et du salaire national minimum garanti (SNMG), divisée par 2; minimum, 75% du SNMG; maximum, 3 fois le SNMG.

Durée: 2 mois par année d'ancienneté; minimum, 12 mois; maximum, 36 mois.

Le versement s'effectue en quatre périodes d'égale durée durant lesquelles les montants suivants sont payables: 1er quart, 100% du salaire de référence; 2e quart, 80%; 3e quart, 60%; 4e quart, 50%.

Indemnité pour salaire unique: 500 dinars par mois pour le bénéficiaire marié dont le conjoint ne travaille pas et dont l'allocation de chômage ne dépasse pas 7 000 dinars.

Les bénéficiaires des allocation de chômage ont droit aux prestations en nature de maladie et de maternité et aux allocations familiales pendant toute la durée de versement et pendant 12 mois au-delà de cette période.

## Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Protection sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse nationale d'assurance chômage: Gestion du régime.

## Prestations familiales

---

### Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1941.

#### Régime lié à l'emploi

### Champ d'application

Travailleurs salariés non agricoles et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant un enfant ou plus.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les travailleurs de certaines coopératives agricoles.

#### Sources de financement

**Assuré:** Néant.

**Employeur:** Néant.

**Gouvernement:** Coût total.

#### Conditions d'attribution

**Allocations familiales:** Enfant âgé de moins de 17 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le travailleur doit cotiser au moins sur la moitié du SNMG, ou être malade, invalide ou pensionné, ou bénéficiaire d'une prestation de chômage ou de préretraite.

#### Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

**Allocations familiales:** Allocataires dont le salaire ne dépasse pas 15 000 dinars par mois: du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> enfant, 600 dinars par mois et par enfant; à compter du 6<sup>e</sup> enfant, 300 dinars. Allocataires dont le salaire dépasse 15 000 dinars par mois, 300 dinars par mois et par enfant.

Allocation familiale de scolarité: Allocataires dont le salaire ne dépasse pas 15 000 dinars par mois: du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> enfant, 800 dinars par enfant; à compter du 6<sup>e</sup> enfant, 400 dinars. Allocataires dont le salaire dépasse 15 000 dinars par mois, 400 dinars par enfant. Payable une fois par an en plus de l'allocation familiale régulière pour les enfants âgés de plus de 6 ans.

#### Organisation administrative

Ministère du Travail de la Protection sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime.